

BANQUE DU CANADA

Le taux cible des fonds à un jour reste à 1,00 %

La Banque du Canada adoucit encore un peu plus son discours

SELON LA BANQUE DU CANADA (BdC)

- Le taux cible des fonds à un jour demeure à 1,00 %.
- Les perspectives économiques mondiales sont largement conformes à celles projetées par la BdC dans le *Rapport sur la politique monétaire* de janvier. Les conditions financières mondiales demeurent expansionnistes malgré la volatilité observée récemment.
- La BdC prévoit que la croissance au Canada se redressera au cours de 2013, alimentée par une hausse modeste des dépenses des ménages conjuguée à une reprise des exportations et à la croissance solide des investissements des entreprises. Étant donné l'évolution plus constructive des déséquilibres dans le secteur des ménages, l'investissement résidentiel devrait continuer à reculer par rapport aux niveaux historiquement élevés qu'il a atteints.
- L'inflation mesurée par l'indice de référence et l'inflation mesurée par l'indice global des prix à la consommation devraient demeurer basses à court terme avant de remonter graduellement pour atteindre 2 % au cours de la période de projection, alors que l'économie retourne à son plein potentiel et que les attentes d'inflation restent bien ancrées.
- Comme l'économie canadienne continue d'afficher des capacités inutilisées, que les perspectives en matière d'inflation sont modérées et que l'évolution des déséquilibres dans le secteur des ménages est plus constructive, **la détente monétaire considérable en place actuellement demeurera probablement appropriée pendant un certain temps, après quoi une réduction modeste sera probablement nécessaire**, de façon à atteindre la cible d'inflation de 2 %.

COMMENTAIRES

Après avoir adouci leur mention faisant référence à des hausses éventuelles de taux d'intérêt directeurs en janvier dernier, la BdC vient de faire un pas additionnel ce matin en déclarant que la détente monétaire actuelle demeurera probablement en place pendant un certain temps. Visiblement, les autorités monétaires repoussent de plus en plus l'échéance des hausses de taux d'intérêt directeurs au pays.

Il faut dire que les perspectives économiques se sont détériorées significativement au Canada. Malgré une progres-

sion étonnante au quatrième trimestre, les projections concernant la demande intérieure ne sont pas très réjouissantes pour 2013. Les investissements résidentiels sont en baisse. Les dépenses gouvernementales sont entravées par la lutte aux déficits budgétaires. Les investissements non résidentiels, sur lesquels reposait beaucoup d'espoir pour supporter la croissance économique, montrent des signes d'essoufflement. Bref, tout porte à croire que l'évolution du PIB réel demeurera modeste au cours des trimestres à venir. Ainsi, notre prévision de croissance pour l'année 2013 vient d'être abaissée aux environs de 1,5 % et l'on peut penser que la plupart des prévisionnistes sont actuellement en processus de révision. Ainsi, la prévision d'une hausse de 2,0 % du PIB réel canadien élaborée par la BdC en janvier apparaît de plus en plus trop optimiste. On peut donc s'attendre à ce que la BdC réduise également sa prévision lors de la parution de son prochain *Rapport sur la politique monétaire*, en avril.

Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi les autorités monétaires n'ont tout simplement pas retiré leur mention faisant référence à des hausses éventuelles de taux directeurs plutôt que de repousser de nouveau l'échéance de ces dernières. Dans le passé, la stratégie de communication de la BdC a souvent fait coïncider les plus importantes modifications à sa politique avec la publication d'un *Rapport sur la politique monétaire*, permettant ainsi aux autorités monétaires d'expliquer en profondeur leurs prévisions.

Implications : Compte tenu des nombreuses difficultés économiques, nous sommes d'avis que la BdC devra patienter au moins jusqu'à la fin de 2014 avant de procéder à une hausse de ses taux directeurs. Devant une échéance si longue, le *Rapport sur la politique monétaire* d'avril pourrait comporter un autre adoucissement dans le discours de la BdC et, possiblement, une disparition de la référence aux hausses éventuelles de taux directeurs.

Benoit P. Durocher
Économiste principal

François Dupuis

Vice-président et économiste en chef

Mathieu D'Anjou

Économiste principal

Yves St-Maurice

Directeur principal et économiste en chef adjoint

Jimmy Jean

Économiste principal

Hendrix Vachon

Économiste senior

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

Calendrier 2013 des réunions des banques centrales

	<u>Décision</u>	<u>Taux</u>
JANVIER		
10	Banque centrale européenne	s. q.
10	Banque d'Angleterre	s. q.
16	Banque du Brésil	s. q.
18	Banque du Mexique	s. q.
21	Banque du Japon	s. q.
23	Banque du Canada	s. q.
30	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande	s. q.
30	Réserve fédérale	s. q.
FÉVRIER		
4	Banque de réserve d'Australie	s. q.
7	Banque centrale européenne	s. q.
7	Banque d'Angleterre	s. q.
13	Banque de Suède	s. q.
13	Banque du Japon	s. q.
MARS		
4	Banque de réserve d'Australie	s. q.
6	Banque du Canada	s. q.
6	Banque du Brésil	
6	Banque du Japon	
7	Banque centrale européenne	
7	Banque d'Angleterre	
8	Banque du Mexique	
13	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande	
14	Banque de Norvège	
14	Banque nationale suisse	
20	Réserve fédérale	
AVRIL		
1	Banque de réserve d'Australie	
3	Banque du Japon	
4	Banque centrale européenne	
4	Banque d'Angleterre	
17	Banque de Suède	
17	Banque du Brésil	
17	Banque du Canada	
23	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande	
26	Banque du Japon	
26	Banque du Mexique	
MAI		
1	Réserve fédérale	
2	Banque centrale européenne	
7	Banque de réserve d'Australie	
8	Banque de Norvège	
9	Banque d'Angleterre	
21	Banque du Japon	
29	Banque du Brésil	
29	Banque du Canada	
JUIN		
4	Banque de réserve d'Australie	
6	Banque centrale européenne	
6	Banque d'Angleterre	
7	Banque du Mexique	
10	Banque du Japon	
12	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande	
19	Réserve fédérale	
20	Banque de Norvège	
20	Banque nationale suisse	

	<u>Décision</u>	<u>Taux</u>
JUILLET		
2	Banque de réserve d'Australie	
3	Banque de Suède	
4	Banque centrale européenne	
4	Banque d'Angleterre	
10	Banque du Brésil	
10	Banque du Japon	
12	Banque du Mexique	
17	Banque du Canada	
24	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande	
31	Réserve fédérale	
AOÛT		
1	Banque centrale européenne	
1	Banque d'Angleterre	
6	Banque de réserve d'Australie	
7	Banque du Japon	
28	Banque du Brésil	
SEPTEMBRE		
3	Banque de réserve d'Australie	
4	Banque du Canada	
4	Banque du Japon	
5	Banque centrale européenne	
5	Banque d'Angleterre	
5	Banque de Suède	
6	Banque du Mexique	
11	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande	
18	Réserve fédérale	
19	Banque de Norvège	
19	Banque nationale suisse	
OCTOBRE		
1	Banque de réserve d'Australie	
2	Banque centrale européenne	
3	Banque du Japon	
9	Banque du Brésil	
10	Banque d'Angleterre	
23	Banque du Canada	
24	Banque de Norvège	
24	Banque de Suède	
25	Banque du Mexique	
30	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande	
30	Réserve fédérale	
31	Banque du Japon	
NOVEMBRE		
4	Banque de réserve d'Australie	
7	Banque centrale européenne	
7	Banque d'Angleterre	
20	Banque du Japon	
27	Banque du Brésil	
DÉCEMBRE		
2	Banque de réserve d'Australie	
4	Banque du Canada	
5	Banque centrale européenne	
5	Banque d'Angleterre	
5	Banque de Norvège	
6	Banque du Mexique	
11	Banque de réserve de Nouvelle-Zélande	
12	Banque nationale suisse	
17	Banque de Suède	
18	Réserve fédérale	
19	Banque du Japon	